

Le discours de Nicolas Sarkozy à Toulon

LEMONDE.FR | 25.09.08
(extraits)

Si l'on veut reconstruire un système financier viable, la moralisation du capitalisme financier demeure la priorité.

Je n'hésite pas à dire que les modes de rémunération des dirigeants et des opérateurs doivent être encadrés. Il y a eu trop d'abus, trop de scandales.

Alors ou bien les professionnels se mettent d'accord sur des pratiques acceptables, ou bien nous réglerons le problème par la loi avant la fin de l'année.

Les dirigeants ne doivent pas avoir le statut de mandataire social et bénéficiaire en même temps des garanties liées à un contrat de travail. Ils ne doivent pas recevoir d'actions gratuites. Leur rémunération doit être indexée sur les performances économiques réelles de l'entreprise. Ils ne doivent pas pouvoir prétendre à un parachute doré lorsqu'ils ont commis des fautes ou mis leur entreprise en difficulté. Et si les dirigeants sont intéressés au résultat, les autres salariés doivent l'être aussi. S'ils ont des stocks options, les autres salariés doivent en avoir aussi ou à défaut bénéficier d'un système d'intéressement.

Voilà quelques principes simples qui relèvent du bon sens et de la morale élémentaire sur lesquels je ne céderai pas.

Les dirigeants perçoivent des rémunérations élevées parce qu'ils ont de lourdes responsabilités. Mais on ne peut pas vouloir être très bien payé et ne pas vouloir assumer ses responsabilités.

C'est encore plus vrai dans la finance que partout ailleurs. Comment admettre que tant d'opérateurs financiers s'en tirent à bon compte alors que pendant des années ils se sont enrichis en menant tout le système financier à la faillite ?

Les responsabilités doivent être recherchées et les responsables de ce naufrage au moins sanctionnés financièrement. L'impunité serait immorale. On ne peut pas se contenter de faire payer les actionnaires, les clients et les salariés les plus modestes en exonérant les principaux responsables. Qui pourrait accepter une telle injustice ?

Il faut ensuite réglementer les banques pour réguler le système. Car les banques sont au cœur du système.